



PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du
Logement

Service Milieux Naturels,
Biodiversité, Sites et Paysages

Pôle Eau et Milieux aquatiques

Unité police de l'eau

RAA: 2015 188 - 005 du 07 JUL. 2015

**RECEPISSE DE DECLARATION N° 973 - 2014 - 00077
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**CONCERNANT LE PROJET DE CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS INDIVIDUELS
AU LIEU-DIT BELLE TERRE**

Commune de MACOURIA

LE PREFET DE LA REGION GUYANE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de GUYANE, approuvé le 23 novembre 2009 ;

VU le décret du 5 juin 2013 relatif à la nomination de M. Eric SPITZ, préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n°1025-2013 du 25 juin 2013 portant délégation de signature à Monsieur Denis GIROU, directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Guyane ;

VU l'arrêté DEAL n°2015-055-0006 du 24 février 2015 portant délégation de signature administrative et financière ;

VU la déclaration au titre de l'article L214-3 du Code de l'Environnement déposée par SCCV APPROMEOS V, enregistrée le 23 décembre 2014 sous le numéro **973-2014-00077** et relative projet de construction de 61 logements individuels au lieu-dit Belle Terre sur le territoire de la commune de Macouria ;

VU les notes complémentaires n°1 et 2 au dossier de déclaration susmentionné au titre de l'article R.214-33 modifié du Code de l'Environnement, reçues respectivement le 12 mars 2015 et le 17 juin 2015;

Considérant que les travaux et ouvrage projetés sont soumis à déclaration au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation de l'article R.214-1 modifié du Code de l'Environnement ;

Considérant que les travaux et ouvrages à réaliser ont un impact limité sur la ressource en eau, si et seulement si, ils sont effectués dans les règles de l'art et respectent en tout point le dossier visé et les préconisations ci-dessous énoncées;

donne récépissé à :

SCCV APROMEOS V
Résidence Saint-Coeur
78C, rue du Capitaine Breson
05000 GAP

de sa déclaration relative au projet de construction de 61 logements individuels au lieu-dit Belle Terre sur le territoire de la commune de Macouria.

Ces ouvrages rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement. La rubrique concernée de l'article R.214-1 modifié du Code de l'Environnement est la suivante :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Projet</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
2.1.5.0	<i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant:</i> <i>1°) Supérieure ou égale à 20 ha</i> <i>Autorisation</i> <i>2°) Supérieure à 1ha mais inférieure à 20ha</i> <i>Déclaration</i>	<i>Surface totale</i> <i>5,9 ha</i>	Déclaration	<i>Sans objet</i>

Le dossier de déclaration étant régulier et complet, le présent récépissé vaut accord de déclaration. **Les travaux doivent respecter en tout point les termes du dossier de déclaration.**

Conformément à l'article R.214-33 modifié du Code de l'Environnement, le déclarant peut débiter les travaux sans délai. Conformément à l'article R.214-38 du Code de l'Environnement, ces travaux devront respecter en tout point les éléments présentés dans le dossier reçu le 23 décembre 2014 et dans les notes complémentaires reçues le 12 mars 2015 et le 17 juin 2015 et devront être entrepris dans **un délai de cinq (5) ans.**

Une copie de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la commune de Macouria où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents sont mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Guyane durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de un an dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement à compter de la date d'affichage à la mairie de la commune concernée.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'Eau et des Milieux Aquatiques seront informés avant l'ouverture des travaux et auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Cayenne, le 29 JUIN 2015

Pour le Préfet, et par délégation
Le chef du Service Milieux Naturels,
Biodiversité, Sites et Paysages

Signé

Arnaud ANSELIN